



CONFERENCE THEMATIQUE :

La place des collectivités et des territoires dans les futurs objectifs du millénaire

Président de séance

Michel DELEBARRE, président de Cités Unies France, sénateur-maire de Dunkerque

Entre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les Objectifs du Développement Durable (ODD) et les objectifs climatiques internationaux, difficile de s'y retrouver – la question de la convergence se pose ! Pour avoir la réponse, il n'y a qu'un endroit et c'est ici et maintenant.

Il faut clarifier parmi tous les enjeux ceux qui seront de prochains défis et comment les aborder. Nous ne nous en sortirons pas positivement si nous n'impliquons pas les collectivités territoriales. Cela demandera énormément d'exigences dans les prochaines années.

Modérateur

Ronan DANTEC, sénateur, conseiller municipal et communautaire à Nantes, négociateur Climat pour CGLU

Selon Félix Daude, 2015 est l'année la plus importante depuis 1992. C'est l'année où convergent dans un agenda post-2015 global les futurs Objectifs du Millénaire pour le Développement avec les futurs Objectifs du Développement Durable pour lesquels tous les pays se sont engagés à Rio en juin 2012. C'est aussi l'année où Paris accueille la conférence sur le climat qui va finir le cycle commencé à Durban avec l'objectif là-aussi que tous les grands émetteurs de CO₂ de la planète s'engagent sur des objectifs légalement contraignants. Quand on essaie de faire converger l'ensemble de ces agendas, on s'aperçoit que le monde devient extrêmement compliqué. Or, ce sont les élus, les responsables locaux qui vont au quotidien agir pour atteindre ces grands objectifs théoriques.

L'action publique aujourd'hui est partagée. On est passé d'une situation où les Etats étaient vraiment les porteurs de l'action publique à un partage avec les collectivités territoriales. Dans ce monde où le pouvoir est partagé mais où les Etats qui n'ont qu'une des parcelles du

pouvoir négocient seuls, comment fait-on ? Je pense qu'il faut multiplier les espaces de dialogue pour essayer d'organiser une parole commune, à côté des Etats.

Nous avons vécu depuis la révolution industrielle dans un univers où la nature était abondante et sans prix et où l'homme était le facteur naturel et avait un prix, le salaire. Nous avons vécu ainsi pendant trois siècles dans un univers où on taxait le travail et on détaxait la nature. Cette vérité est terminée. Nous sommes rentrés dans un monde où la nature est extraordinairement rare et où l'espèce humaine est surabondante. Cette vérité fondamentale n'a pas encore été percolée dans tous les arcanes des politiques économiques, des politiques sociales, des discussions internationales. Il faut commencer par les finances publiques : comment allons-nous cesser de taxer le travail pour taxer la nature ? par exemple. Si l'on ne rentre pas dans cette logique et si nous n'osons pas aller jusqu'au bout, y compris dans les politiques publiques, dans les politiques fiscales, nous n'arriverons certainement pas à ces objectifs.

Intervenants

Jean-Michel SEVERINO, membre du Panel de haut niveau auprès du Secrétaire général des Nations Unies, président de Convergences

Un Panel destiné à lancer le processus de préparation des futurs OMD a rassemblé 27 personnes autour du Premier Ministre britannique, du Président indonésien et de la Présidente du Liberia. Dans son rapport, remis fin mai 2013, le panel a unanimement reconnu que le développement avait connu d'immenses progrès depuis 2000 : plus de 500 millions de personnes sont sorties de la pauvreté absolue, les taux de mortalité infantile ont chuté de près de 30%, les niveaux de vie se sont améliorés. Les causes sont multiples, mais les OMD ont incontestablement permis une plus grande inclusion des politiques sociales dans les politiques économiques que dans les années précédentes.

Quatre grands plaidoyers structurent ce rapport. Le premier, c'est que nous sommes aujourd'hui la première génération dans l'histoire qui peut peut-être arriver d'ici à 2030 à mettre fin à la pauvreté absolue dans le monde. Deuxième chose, nous ne pourrons pas régler les problèmes du 21^e siècle si nous n'abordons pas simultanément dans chaque politique publique les piliers économique, environnemental et social. Il ne peut par conséquent y avoir deux agendas du millénaire après 2015 - il faut donc parvenir à faire converger les OMD et les ODD en objectifs planétaires. Troisième point, nous n'atteindrons pas ces objectifs impliquant une croissance économique rapide sans trouver des moteurs de croissance économique différents de ceux qui ont existé jusqu'alors. Enfin, quatrième point, nous n'arriverons pas non plus à ces objectifs sans construire la paix. Cela nous amène à plaider pour la construction d'institutions publiques qui soient efficaces, ouvertes et redevables. Nous avons conclu ce rapport en plaidant pour l'édification d'un nouveau partenariat global qui donne ses chances à cet agenda. Les Etats ayant perdu le monopole de l'action publique, nous avons listé les parties prenantes essentielles, avec un accent particulier sur les collectivités locales.

Aujourd'hui, 1% de la population mondiale bénéficie des 72% du patrimoine de la planète. C'est sans précédent dans notre histoire et nous avons recommandé d'en traiter les causes fondamentales en termes de droits, d'accès et de capacités qui sont les trois thématiques sur lesquelles une action collective internationale peut s'appliquer. Nous pouvons aujourd'hui réussir sur l'agenda de l'éradication de la pauvreté et de la transformation des sociétés grâce au développement durable. Mais nous ne le pourrons qu'à travers une démarche de convergence qui nous permettra de co-fabriquer un « bien commun ».

Marie-Hélène AUBERT, conseillère pour les négociations internationales Climat et Environnement à la Cellule diplomatique de la Présidence de la République

La convergence des OMD avec les ODD est souhaitée, souhaitable mais elle n'est pas encore réalisée. En effet, un certain nombre de pays sont extrêmement réticents car le développement durable est perçu comme une barrière imposée par les pays développés qui aurait pour résultat d'entraver leur développement économique. Cette convergence et cette vision universelle et planétaire d'un nouveau modèle de développement ne font pas l'objet actuellement d'un consensus suffisamment grand pour permettre une mutation de nos économies.

La Conférence Climat se réunit tous les ans dans différents pays de la planète, et la France s'est proposée d'accueillir la prochaine en 2015. Pour dépasser l'échec de Copenhague en 2009, et réussir sur OMD, ODD et climat, nous devons articuler la question de la lutte contre le réchauffement climatique à la question de la mutation de nos économies vers des économies beaucoup plus durables. Il faut que la lutte contre le réchauffement climatique soit perçue comme une opportunité d'aller vers un modèle de développement beaucoup plus profitable pour l'ensemble des habitants de la planète et qui nous permette de préserver la biosphère pour les générations futures. Enfin, il doit y avoir une décentralisation effective pour que les acteurs locaux et territoriaux s'impliquent concrètement dans ces objectifs. C'est un challenge extrêmement difficile mais en même temps enthousiasmant qu'il nous faut construire pas à pas.

Nous-mêmes, nous sommes confrontés à des difficultés, à des contradictions, à des tensions mais notre volonté d'atteindre les objectifs du millénaire est résolue. Nous savons que nous ne pourrons réussir qu'avec l'engagement plein et entier des collectivités locales et de leurs réseaux dans tous les champs du développement durable.

Gustave MASSIAH, membre actif de la société civile, représentant du CRID au conseil international du Forum social mondial

Depuis 2011, une révolte des peuples parcourt le monde, de Tunis, au Caire, aux indignés espagnols, aux Grecs, aux Portugais, à Occupy Wallstreet. Ces indignés ne croient plus au système de démocratie représentative et ils ne croient plus à la classe politique. Les collectivités locales sont au cœur de la reconstruction d'une confiance populaire par rapport au politique. Soit elles relaient simplement le désaveu de l'ensemble de la classe politique,

soit elles cherchent à construire de nouvelles relations, notamment avec les mouvements sociaux et citoyens pour construire d'autres formes de politiques. Les mouvements associatifs et collectivités locales se sont en effet de plus en plus autonomisés de l'Etat, c'est donc entre ces deux nouveaux venus sur la scène de la transformation politique et sociale que se pose la question de définir des objectifs communs et une articulation entre eux. Le Sommet Africités VI à Dakar, en décembre dernier, a plaidé pour le local parce que c'est à ce niveau que se trouve la liaison la plus intéressante entre territoires, populations, environnement et institutions.

A Rio+20, des orientations d'ensemble se sont dégagées par rapport à la transformation du monde. Celle qui a été la plus prégnante est l'idée d'une économie verte financiarisée : pour sortir de la crise, il faut reconstruire du marché illimité à partir de la nature. L'idée qui sous-tend cela est la suivante : la nature produit des services ; elle purifie l'eau, elle fixe le carbone, elle fait plein de choses, mais ses services pourraient être meilleurs s'ils avaient un prix, s'ils étaient marchandisés. Une autre idée porte sur la nécessité d'avoir plus de régulation, avec un marché mondial réorganisé par grandes régions ; il convient de refaire un peu de keynésianisme et d'insister sur la redistribution des revenus. Si ces propositions sont très intéressantes, elles ne sont pour l'instant pas réellement audibles ou opérationnelles.

Trois idées clefs :

- ➔ Depuis 2000, 500 millions de personnes sont sortis de la pauvreté absolue en partie du fait d'une plus grande inclusion sociale dans les politiques économiques en vue de la réalisation des OMD.
- ➔ OMD, ODD, objectifs climatiques : aujourd'hui, il est difficile d'avoir une lisibilité claire. Il faut donc tenter de les faire converger ce qui permettra de co-fabriquer un « bien commun. »
- ➔ C'est au niveau local que se trouve la liaison la plus intéressante entre territoires, populations, environnement et institutions. Pour autant, les collectivités territoriales doivent choisir si elles souhaitent construire avec les mouvements sociaux et citoyens l'agenda de demain ou être inclus au désaveu de l'ensemble de la classe politique.